

« Études économiques de l'OCDE » sur la France

L'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) a publié en mars 2015 une étude sur la France. Celle-ci souligne notamment : « La France ne manque pas d'atouts (...) mais le Produit intérieur brut (PIB) potentiel a ralenti en partie à cause de la crise, la reprise économique a été décevante et le chômage est à un niveau élevé et continue d'augmenter. Les finances publiques sont fragiles, avec un déficit chronique et un poids important des dépenses publiques, qui s'accompagne d'une fiscalité élevée et d'un endettement en hausse. L'importante complexité des systèmes et institutions souligne le besoin d'accélérer les efforts de simplification ». Les principales conclusions de l'étude peuvent se résumer comme suit : (1) Le défi le plus important est de réformer le marché du travail afin de promouvoir la création d'emploi ; (2) les dépenses publiques sont trop élevées ; (3) plusieurs faiblesses des marchés de produits nuisent aussi à la performance économique. Les principales recommandations de l'OCDE sont (1) de faire du marché du travail la priorité des réformes structurelles ; (2) de réduire le poids des dépenses publiques pour une fiscalité plus favorable à une croissance durable ; (3) de fournir un enseignement et une formation professionnels de qualité pour ceux qui en ont le plus besoin ; (4) d'améliorer la compétitivité de l'économie et l'environnement des entreprises.

Le rapport : http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/oced/economics/etudes-economiques-de-l-ocde-france-2015_eco_surveys-fra-2015-fr#page1

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

1 – BCE – Déclaration introductive de la BCE

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE), lors de sa réunion du 15 avril 2015, a décidé de laisser inchangés ses taux d'intérêt directeurs. Par ailleurs, le Conseil est revenu sur les mesures de politique monétaire non conventionnelle : « (...) nous avons commencé à acheter, le 9 mars 2015, des titres en euros du secteur public dans le cadre de notre programme étendu d'achats d'actifs (...). Ces achats devraient être effectués jusqu'à fin septembre 2016 et, en tout cas, jusqu'à ce que nous observions un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à notre objectif de taux inférieurs à, mais proches de 2,0 % à moyen terme. (...) La mise en œuvre de nos programmes d'achats d'actifs se déroule sans heurts, les volumes d'achats de titres étant conformes au chiffre annoncé de 60 milliards d'euros par mois. En outre, l'efficacité des mesures de politique monétaire que nous avons adoptées apparaît clairement. La situation sur les marchés financiers et le coût du financement externe pour le secteur privé se sont détendus nettement au cours des derniers mois et les conditions d'emprunt appliquées aux entreprises et aux ménages se sont sensiblement améliorées, la demande de crédits ayant augmenté. Dans les prochains mois, nous nous attacherons à mettre pleinement en œuvre les mesures de politique monétaire que nous avons prises. À travers ces mesures, nous contribuerons à une poursuite de l'amélioration des perspectives économiques, à une réduction de la sous-utilisation des capacités de production et à une reprise de la croissance de la monnaie et du crédit. (...) »

<https://www.ecb.europa.eu/press/pressconf/2015/html/is150415.fr.html>

2 - BCE – Compte-rendu de la réunion du Conseil des gouverneurs de la BCE

Comptes-rendus (traduits en français) des réunions de politique monétaire du Conseil des gouverneurs de la BCE qui se sont tenues à Francfort les 21 et 22 janvier et à Nicosie les 4 et 5 mars 2015.

https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosysteme_et_international/cp-bce-compte-rendu-de-la-reunion-de-politique-monetaire-du-conseil-des-gouverneurs-20150219.pdf

https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosysteme_et_international/CR-conseil-gouverneurs-reunion-politique-monetaire-02-04-2015.pdf

3 - Eurostat

Dans la Zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,3 % en février 2015, en baisse par rapport au taux de 11,4 % de janvier 2015 et à celui de 11,8 % de février 2014. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la Zone euro depuis mai 2012. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,8 % en février 2015, en baisse par rapport au taux de 9,9 % de janvier 2015 et à celui de 10,5 % de février 2014. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans l'UE28 depuis septembre 2011. Ces chiffres sont publiés par Eurostat. L'office statistique de l'Union européenne estime qu'en février 2015, 23,887 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,204 millions dans la Zone euro. Par rapport à janvier 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 91 000 dans l'UE28 et de 49 000 dans la Zone euro. Comparé à février 2014, le chômage a baissé de 1,547 million de personnes dans l'UE28 et de 643 000 dans la Zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en février 2015 ont été enregistrés en Allemagne (4,8 %) ainsi qu'en Autriche (5,3 %), et les plus élevés en Grèce (26,0 % en décembre 2014) et en Espagne (23,2 %).

Actualités législatives

Publications au Journal Officiel

Décret n° 2015-293 du 16 mars 2015 relatif à l'information du consommateur lors de l'offre d'un crédit renouvelable sur le lieu de vente ou en vente à distance

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030361634&categorieLien=id>

Décret n° 2015-362 du 30 mars 2015 relatif aux obligations déclaratives des entreprises d'assurance et organismes assimilés

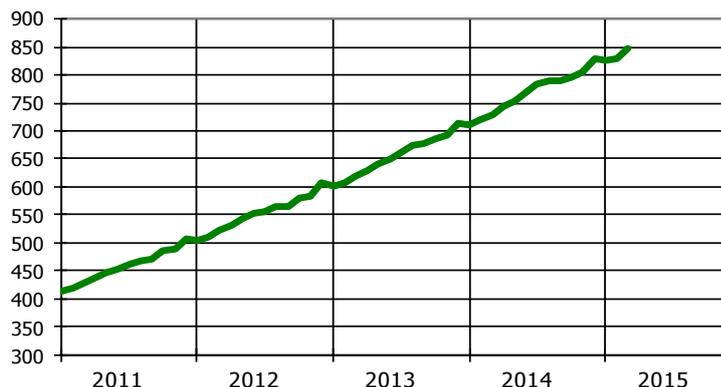
<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030419454&categorieLien=id>

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Les émissions nettes de billets

En mars 2015, les émissions nettes de billets ont augmenté de 17,1 millions d'euros, après une hausse de 2,8 millions le mois précédent, et s'établissent à 846,6 millions d'euros. Le nombre de billets émis en mars (15,4 millions) est constitué à 71,7 % par la coupure de 50 € (qui représente 65,2 % de la valeur globale de l'émission nette de billets). La hausse de l'émission nette ayant été plus marquée en nombre qu'en valeur, la valeur moyenne du « billet circulant » dans l'île s'est donc dépréciée de 25 centimes pour s'établir à 55,0 € au 31 mars 2015.

Émissions nettes cumulées de billets



Source : IEDOM

L'économie de Mayotte en 2014 : une situation économique fragile aux évolutions irrégulières

L'IEDOM Mayotte a publié la note expresse conjoncture « *L'économie de Mayotte en 2014 : une situation économique fragile aux évolutions irrégulières* ». Outre l'évolution de la conjoncture économique et des principaux indicateurs macroéconomiques, la note présente également une analyse de l'activité sectorielle et bancaire en 2014, et formule des perspectives pour l'année 2015.

[La note expresse conjoncture est disponible sur le site de l'IEDOM.](#)

Progression des crédits aux entreprises au 31 décembre 2014

L'IEDOM Mayotte a également publié la note sur le suivi des crédits aux entreprises au 31 décembre 2014. Ainsi, l'encours global des crédits accordés aux entreprises s'élève à 489,0 millions d'euros, en progression de 2,6 % sur un an (soit +12,5 millions d'euros). Cette évolution s'explique autant par l'augmentation des crédits mobilisés (87,2 % du total, +1,6 % sur un an) que par l'accroissement des crédits mobilisables (12,8 % du total, +7,7 % sur un an).

[Le suivi des crédits aux entreprises au 31 décembre 2014 est disponible sur le site de l'IEDOM.](#)

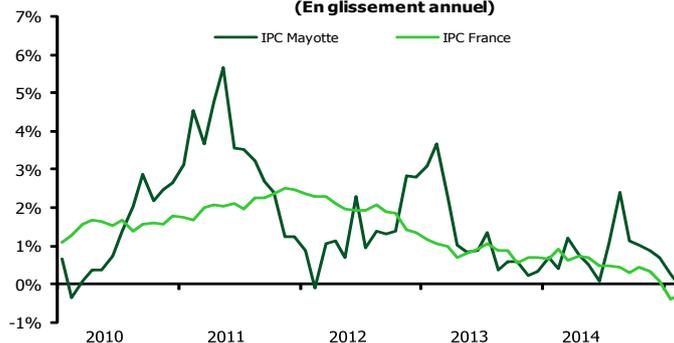
BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

Recul des prix en février

En février 2015, l'Indice des prix à la consommation (IPC) recule de 0,9 %. Hormis le tabac dont les prix sont stables, tous les autres groupes de produits concourent à cette contraction générale des prix. Ainsi, les prix de l'énergie diminuent de 2,5 %, ceux des services de 1,3 %, ceux des produits manufacturés de 0,7 % et, enfin, ceux de l'alimentation de 0,1 %.

En glissement annuel, l'IPC est stable. L'augmentation des prix des services (+2,2 %) et de l'alimentation (+1,3 %) est compensée par la diminution de ceux de l'énergie (-8,0 %) et des produits manufacturés (-1,7 %).

Indice des prix à la consommation (En glissement annuel)



Base 100 : année 2006
Source : INSEE

Mise en place d'un nouveau « Bouclier qualité-prix » intégrant un « panier santé »

Le 5 mars, les représentants des 3 principaux groupes de la grande distribution à Mayotte ont signé un accord, entériné par un arrêté préfectoral, afin de mettre en place un nouveau bouclier qualité-prix pour l'année 2015. Ce dernier est composé de 78 produits, soit 9 de moins que celui de 2014, pour un prix global de 215,0 euros (contre 220,0 euros en 2014). L'élément nouveau de ce bouclier est la définition de 22 produits qui composent le « panier santé », plafonné à 63,0 euros. Le « panier santé » a été élaboré en concertation avec l'Agence régionale de santé (ARS), grâce à l'appui de diététiciens, afin de garantir un panel diversifié de produits pouvant apporter une variété nutritionnelle aux consommateurs mahorais.

Sur les 78 produits du bouclier, seulement 6,0 % proviennent d'une production locale (yaourts, œufs et savons).

Le dispositif s'applique uniquement dans les établissements dont la surface de vente est supérieure à 200 m². Ainsi, à Mayotte, 25 magasins seront concernés et pourront proposer les produits de ce nouveau bouclier qualité-prix.

Une consommation électrique record en mars

Malgré les actions menées par Électricité de Mayotte (EDM) ces derniers mois pour répondre à la demande énergétique (travaux de mise aux normes du réseau), mais aussi pour sensibiliser la population à la problématique de la maîtrise de l'énergie (actions de communication, lancement du label Reconnu garant en environnement (RGE) auprès de 14 entreprises du BTP), l'île a enregistré une consommation électrique record au milieu du mois de mars, avec une pointe à 48,34 millions de Watts. Si EDM explique le phénomène par les fortes chaleurs observées sur le Département, l'entreprise rappelle l'attitude à tenir pour limiter la consommation d'électricité, notamment en adoptant les éco-gestes.

Ouverture d'une école de la seconde chance

Une école de la seconde chance a ouvert ses portes le lundi 30 mars en accueillant 15 stagiaires de la formation professionnelle. Cette structure d'insertion s'adresse à des jeunes de 18 à 25 ans ayant quitté l'école depuis plus d'un an sans diplôme et sans qualification, mais non illettrés. Pour l'intégrer, les candidats peuvent soit se rendre directement auprès de la structure, soit passer par Pôle emploi, ou encore s'adresser à un conseiller de la mission locale s'ils y sont inscrits.

Le projet de l'école de la seconde chance a été lancé en 2014 suite à un appel à projets remporté par l'entreprise de formation professionnelle Organisation, ingénierie, développement et formation (OIDF) dans le cadre des fonds européens au titre de l'Initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ). Il est financé par un partenariat entre l'Union européenne, le Conseil départemental, l'État et la Mairie de Mamoudzou, qui mettra également à disposition des locaux.

Cet établissement intègre le réseau des écoles de la seconde chance composé en 2013 de 105 sites répartis sur 51 départements dont 4 Départements d'outre-mer (DOM).

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		févr.-15	117,4	-0,9%	-0,1%
Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A		févr.-15	10 386	2,0%	26,8%
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	déc.-14	35 477	-8,8%	14,3%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	déc.-14	470 016	-	7,6%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	déc.-14	379	-20,0%	31,6%
		cumulées	déc.-14	7 249	-	18,9%
	Taux de couverture	mensuel	déc.-14	1,07%	2,03 pt	0,14 pt
		cumulé	déc.-14	1,54%	0,22 pt	0,15 pt

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport de Mayotte)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels	janv.-15	537	-12,5%	12,1%
		cumulés	janv.-15	537	-	12,1%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	janv.-15	26 212	-11,4%	4,4%
		cumulés	janv.-15	26 212	-	4,4%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels	janv.-15	24,1	23,5%	7,1%
	cumulés	janv.-15	24,1	-	7,1%	
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽²⁾ (en tonnes)	mensuelles	déc.-14	1 727	-90,4%	-82,8%
		cumulées	déc.-14	76 649	-	-11,1%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		déc.-14	40 682	0,2%	2,3%
	Consommation ⁽³⁾ (en Mwh)	cumulée	déc.-14	273 703	-	5,1%
Hydrocarbures (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle	déc.-14	11 487	14,9%	16,8%
		cumulée	déc.-14	122 005	-	5,4%
Automobile (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs	mensuelles	déc.-14	227	23,4%	4,1%
		cumulées	déc.-14	2 619	-	10,7%
	Immatriculations de véhicules d'occasion	mensuels	déc.-14	845	23,4%	18,7%
		cumulées	déc.-14	9 488	-	7,5%
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuelles	déc.-14	2,9	253,6%	-
		cumulées	déc.-14	14,5	-	-76,9%
	- en milliers euros	mensuelles	déc.-14	28,4	278,8%	-
	cumulées	déc.-14	150,0	-	-69,0%	

(1) : Toute entrée ou sortie de navire ou d'avion représente un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011. Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.

PRINCIPAUX TAUX D'INTÉRÊTS ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,05%	10/09/2014
Taux de la facilité de prêt marginal	0,30%	10/09/2014
Taux de la facilité de dépôt	-0,20%	10/09/2014

Taux d'intérêt légal 1er semestre 2015 - JORF du 27/12/2014

Créances de personnes physiques (Hors besoins professionnels) :		Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/15)				
	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*	
	4,06%	1,00%	1,00%	1,50%	2,00%	0,75%
Autres cas :	0,93%					

* hors prime d'Etat

Taux d'intérêt fin de mois - EONIA

Taux d'intérêt fin de mois - EONIA				Taux d'intérêt fin de mois - EURIBOR			
Décembre	Janvier	Février	Mars	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,1440%	0,0860%	0,0640%	0,0500%	-0,0150%	0,0190%	0,0870%	0,1980%

Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)

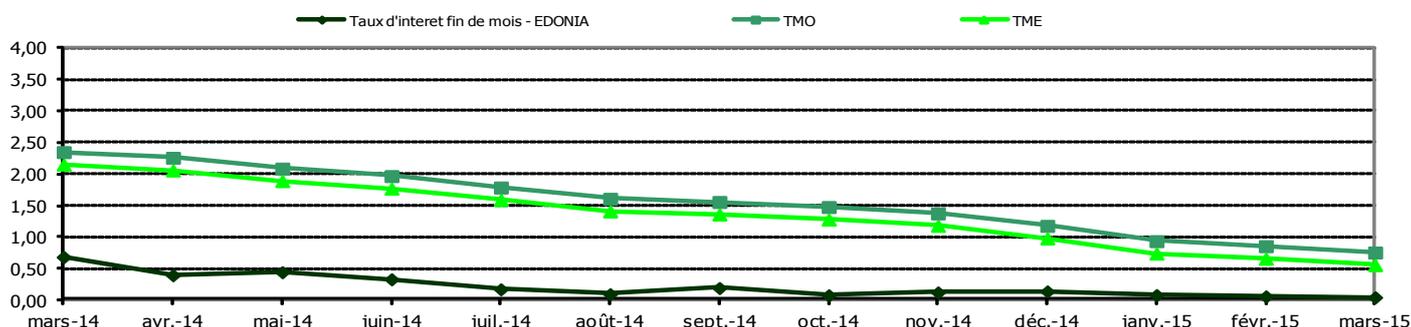
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Décembre	Janvier	Février	Mars	Décembre	Janvier	Février	Mars
0,98%	0,74%	0,66%	0,56%	1,18%	0,94%	0,86%	0,76%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} avril 2015)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	4,49%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,57%
Prêts à taux variable	4,09%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,01%
Prêts-relais	4,73%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,76%
Autres prêts		Découverts en compte	13,28%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros	20,23%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,87%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	14,15%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	9,04%	Découverts en compte	13,28%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

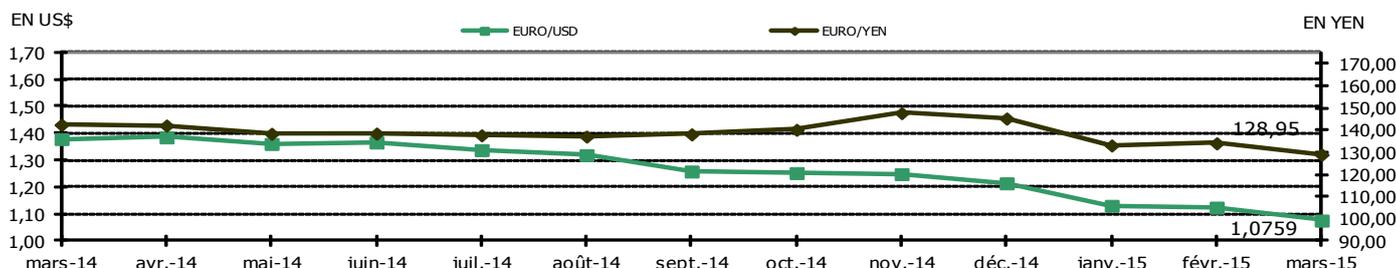
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,0759	EURO/ZAR (Afrique du sud)	13,1324	EURO/SRD (Surinam)	3,5413
EURO/JPY (Japon)	128,9500	EURO/BWP (Botswana)	10,6831	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	1,9209
EURO/CAD (Canada)	1,3738	EURO/SCR (Seychelles)	14,7568	EURO/DOP (Rép. Dom.)	47,9845
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,7273	EURO/MUR (Maurice)	39,1259	EURO/BBD (La Barbade)	2,1463
EURO/SGD (Singapour)	1,4774	EURO/BRL (Brésil)	3,4958	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	6,8392
EURO/HKD (Hong-Kong)	8,3422	EURO/VEF (Vénézuéla)	6,7522	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3176,4335	EURO/XCD (Dominique)	2,8975	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : Y. MAYET

Editeur et Imprimeur : IEDOM - BP 500 - 97600 MAMOUDZOU

Achevé d'imprimer le 20 avril 2015 - Dépôt légal : avril 2015 - ISSN 1240 - 280X